

LA CONVENTION EUROPÉENNE

LE SECRETARIAT

**Bruxelles, le 9 avril 2002
(OR. de)**

CONV 24/02

CONTRIB 8

NOTE DE TRANSMISSION

du: Secrétariat

à la: Convention

Objet: Contribution présentée par un membre de la Convention

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe du
Ministre-Président Erwin Teufel, membre de la Convention.

Ministre-Président Erwin Teufel

Les points principaux pour la Convention

I. Organisation de compétences

1. Définition d'un catalogue de compétences sur la base du principe de subsidiarité dans lequel les compétences résultant du Traité seront classées selon les catégories de compétences telles que :
 - compétences exclusives de l'UE
 - compétences fondamentales de l'UE
 - compétences subsidiaires de l'UE
2. Protection des domaines de responsabilité des Etats membres grâce à une définition des domaines pour lesquels seuls les Etats membres sont compétents et qui limitent les compétences de l'UE (par ex. la structure de l'Etat et de l'administration, l'application par l'administration des règles et consignes données au niveaux européen, l'autonomie administrative communale, les relations avec les églises, la sécurité publique, les services publics de base et l'ordre public, l'éducation, la promotion de la culture, l'organisation des médias, la sécurité sociale, l'aménagement du territoire).
3. Elaboration synthétique de principes définissant l'application de compétences :
 - principe des compétences énumératives
 - principe de subsidiarité
 - principe de la proportionnalité

- principe de la coopération loyale (« la loyauté communautaire mutuelle »)
 - respect de l'identité nationale des États membres ainsi que de leur organisation interne (régions, autonomie administrative communale)
 - responsabilité des États membres concernant la mise en oeuvre
 - Il faut souligner que les objectifs visés au début du traité CE seuls n'impliquent pas l'attribution de compétences à l'Union européenne, mais qu'ils servent uniquement à définir les compétences explicites.
 - Il faut également souligner que les dispositions générales impliquant la prise en considération de certains objectifs communautaires (par exemple la protection de l'environnement, la protection en matière sanitaire, l'égalité entre hommes et femmes, la diversité culturelle), ne peuvent à elles seules pas justifier des compétences.
 - Il faut fixer le principe qui, à défaut d'une compétence spéciale, interdit le recours aux dispositions générales (notamment sur le marché intérieur).
4. Dissolution de la structure des traités basée sur des piliers, intégration systématique des domaines de la politique étrangère et de sécurité commune ainsi que de la justice et des affaires intérieures. Transfert d'autres compétences dans ces domaines, par exemple des compétences exécutives pour Europol et pour la Police frontalière européenne.
 5. Révision de la répartition des compétences dans des domaines individuels (par exemple précision de l'article sur le marché intérieur et de la compétence à prendre des mesures complémentaires aux traités [l'article 308 du traité CE]).
 6. Règlement sur la rétrocession de compétences de l'UE aux États membres.

7. Compléments à la juridiction existante de la Cour européenne de justice dans des cas particuliers par une instance commune d'arbitrage ou de décision, pour la couverture procédurale de l'organisation des compétences.

II. Démocratie, transparence et efficacité

1. Légitimation démocratique et transparence des institutions

- Vis-à-vis du Parlement européen, maintien de l'introduction de la procédure de codécision dans la législation comme procédure normale.
- Suppression de la distinction entre les dépenses obligatoires et les dépenses non-obligatoires; compétence budgétaire étendue du Parlement européen.
- Fixation dans les traités d'un droit de vote uniforme lors des élections du Parlement européen (droit de représentation proportionnelle avec la possibilité de circonscriptions électorales régionales).
- Séparation entre fonctions exécutives et législatives au conseil.
- Election du Président de la Commission (soit par le Parlement européen, soit dans le contexte des élections européennes).

2. Le rôle des parlements nationaux

- Comité politique mixte composé de représentants des parlements nationaux et du Parlement européen servant à la supervision de l'organisation des compétences et du principe de subsidiarité dans la législation de l'UE (voir plus haut).
- Dans la mesure où, après la réforme, il reste encore des domaines où le Parlement européen n'est pas qualifié pour coopérer à l'action communautaire, les parlements nationaux devraient assumer ces tâches.

3. Méthode de travail des institutions de l'UE

- Extension de la prise de décision au conseil à la majorité qualifiée sur la base d'une organisation claire des compétences (majorité double des États et des populations) comme procédure normale.
- procédure de codécision avec le Parlement européen comme procédure normale.
- A long terme, règlements sur la présidence et sur la présidence au Conseil des ministres.
- Coordination renforcée du travail au Conseil.

III. Simplification des Traités, Charte des droits fondamentaux, Constitution

1. Elaboration d'un Traité constitutionnel sur la base des traités existants.
2. Etablissement d'une Union européenne comme personnalité juridique en fusionnant les trois « piliers » dans le Traité constitutionnel.
3. Intégration dans le Traité constitutionnel de la Charte des droits fondamentaux proclamée solennellement à Nice (référence à la Charte des droits fondamentaux comme partie intégrante du Traité ou bien intégration du texte intégral).
4. Règlements concernant la modification du Traité constitutionnel (institutionnalisation de la Convention) ainsi que des autres Traités.
